



Pendant que le ramassage du fuel se poursuit sur les côtes, la polémique enfle sur la mise en place de l'intervention.

La marée noire dans l'estuaire aurait-elle pu être évitée ?

La mauvaise estimation du sinistre aurait retardé la mise en place des secours. Total est pointé du doigt par la Préfecture, mais le groupe pétrolier affirme que les autorités étaient alertées dès dimanche soir.

C'est à y perdre son latin. Et selon les versions, il est difficile de tirer l'écheveau des faits exacts pour savoir ce qui s'est réellement passé en fin de journée, dimanche, après la rupture d'une canalisation à la raffinerie de Donges qui a provoqué la marée noire en Loire. D'un côté Total, de l'autre la Préfecture, et au bout du compte, un déroulé de ces quelques heures bien différent.

Retour à lundi, à Paimboeuf, site particulièrement touché, où « l'union sacrée » semblait faite autour des moyens mis en place. Total présentait « ses excuses », assurait, « la prise en charge financière des dommages », des cohortes d'élus se disaient « émus » et Jean-Louis Borloo, ministre de l'Environnement, faisait trois petits tours sur les berges souillées pour faire le point sur la situation. Mais avant de quitter les rives de Loire, le ministre lâchait une petite phrase : « La réaction de Total a été lente. Nos services ont été prévenus tardivement. Total n'a pas apprécié l'ampleur du sinistre ».

« Total assurait que l'incident était maîtrisé »

Le préfet, Bernard Hageslteen, s'est expliqué hier, à Nantes, afin de préciser les propos du ministre : « Nous avons été prévenus à 18 h d'un incident limité, et à 22 h, Total nous a assuré qu'il était en cours d'être maîtrisé. Et ce n'est que vers 1 h du matin que la gendarmerie et les sapeurs-pompiers ont commencé à voir des nappes dérivées dans l'estuaire, nous alertant que le sinistre était plus grave que prévu. Le centre de crise de la Préfecture s'est ensuite réuni dès 8 h. Nous avons dû intervenir très vite le lundi matin ».

La marée noire aurait-elle pu être limitée sans cette erreur d'estimation par le pétrolier ? Jérôme Dupont, directeur de la raffinerie de Donges, marche sur des oeufs et dit « refuser la polémique », tout en ne variant pas d'un iota son explication sur « le déroulement exact de la soirée ». Montre en main, il souligne : « La fuite a été isolée à 16 h 45. J'ai été prévenu à 17 h 15. J'étais sur les lieux à 17 h 30. Nous avons déclenché un plan d'opération interne. En plus des équipes en place une vingtaine de pompiers se sont mobilisés dans le quart d'heure. Les autorités ont été prévenues une cellule de crise s'est mise en place dès 18 h ».

Fax ou coup de téléphone mystère

Mais Jérôme Dupont n'apporte aucune réponse sur l'éventuelle existence d'un fax ou coup de téléphone adressé à la Préfecture, qui aurait assuré vers 22 h que Total maîtrisait la situation. Il explique que « les premières reconnaissances indiquaient qu'il n'y avait pas de trace d'hydrocarbures en Loire au-delà des berges. Nous n'avions pas les moyens de connaître les quantités déversées. Par mesure de sécurité à la tombée de la nuit, nous avons stoppé les opérations sur le fleuve ».

Des réponses plus précises pourraient venir de l'enquête judiciaire ouverte dès lundi soir par le procureur de la République de Saint-Nazaire.

Total affirme également qu'une enquête interne est en cours pour connaître la cause exacte de l'accident. « Nous aurons la réponse fin mars ».

D'ici là pas mal de pétrole aura coulé sous les ponts de Saint-Nazaire.

Stéphane Le Hesran avec Frédéric Testu

Presse-Océan



« Pollution accidentelle. » L'accès aux plages de Saint-Brevin est interdit. Une réouverture est espérée pour cette fin de semaine. Déjà, ici, on sait que la pollution a écorné l'image touristique de la station.

Pollution : Saint-Brevin craint pour son image

Les répercussions de la pollution sur l'économie touristique sont impossibles à évaluer aujourd'hui. Ce qui inquiète, c'est surtout la mauvaise publicité.

« Surtout, ne parlez pas de Saint-Brevin. Les gens croient que c'est pollué... et c'est faux. » La consigne de nombreux commerçants brévinois vise les médias. Faudrait pas plomber la future saison touristique en préparation.

Pourtant, quelques boulettes de mazout sont échouées à Mindin. « Il ne faut pas cacher cette mini-pollution au nord, elle existe et on s'active pour nettoyer, tempère le maire Yannick Haury. Mais j'insiste : nos plages ne sont pas polluées. » Par mesure de précaution, la mairie a barré l'accès des plages. « On devrait rouvrir jeudi, ou au plus tard vendredi », rassure Yannick Haury. Avant le week-end de Pâques qui attire toujours un peu de monde sur la côte.

« Cargo aux Sables, mazout à Saint-Brevin »

De façon unanime, commerçants, hôteliers, responsables de campings regrettent surtout la mauvaise pub. « Le mazout, c'est pas bon pour l'image », résume une serveuse d'un restaurant. Avec la conséquence possible de faire fuir les vacanciers. « Quand j'ai appris cette pollution, je me suis dit, pourvu que les médias ne parlent pas de Saint-Brevin... et voilà », avoue Danielle, patronne d'un hôtel restaurant à l'Océan. Ici, on martèle que le gros de la pollution est à Paimboeuf, mais surtout pas sur la côte atlantique. « Tant que c'était à Paimboeuf, cela nous allait très bien », entend-on à Saint-Brevin.

« C'est jamais bon une pollution... mais n'alarmons pas les gens », insiste le patron d'une crêperie. Non sans humour, il compare : « Aux Sables-d'Olonne, ils ont été plus malins que nous. Ils ont amené un bateau sur la plage et non du mazout ! » Les Sables ont su rebondir sur l'attrait touristique du cargo. Une pollution, c'est moins « vendeur » effectivement. La mairie brévinoise pense déjà à une campagne de communication pour vanter « notre environnement et nos animations », confirme Yannick Haury.

Au pire moment

Ici, personne ne s'inquiète trop d'éventuelles retombées économiques et touristiques négatives. « C'est trop tôt pour évaluer des conséquences sur la saison », estime une serveuse d'un restaurant. Sauf peut-être au camping La Courance. « Nous avons une annulation. Des gens devaient venir une semaine pour pêcher. Ils ont vu que la pêche était interdite », constate Édouard Noblet. « Cette pollution tombe vraiment au pire moment, poursuit le gérant. Nous sommes en pleines réservations pour l'été. A la télé ou à la radio, les gens entendent les mots pollution et Saint-Brevin, ça suffit pour les effrayer. Ils préfèrent réserver ailleurs. » Au bar du Débarcadère, à Mindin, « on espère surtout que tout sera propre pour l'été ».

À l'office de tourisme et à l'hôtel du casino, aucun appel pour des annulations. « Nous avons des réservations pour Pâques, commente une restauratrice. C'est plus embêtant pour les grandes marées d'avril, qui amènent toujours du monde sur le littoral. » Des commerçants y voient aussi une aubaine. Comme ce n'est pas la saison de la baignade, peut-être que des gens vont profiter du week-end de Pâques pour jouer les « curieux », espère un boulanger de l'Océan. « S'ils viennent jouer les voyeurs, forcément ils consommeront. » **Christophe JAUNET.**